

Consultation publique de la CRE sur les conditions d'ATR des consommateurs gazo-intensifs

Contribution de la Branche Infrastructures de GDF SUEZ

Le statut de consommateur intensif a été introduit dans la loi pour favoriser les entreprises qui utilisent le gaz naturel comme matière première ou source d'énergie et dont l'activité principale est exposée à la concurrence internationale. Le périmètre et les besoins des entreprises concernées par ce statut ne sont pas encore identifiés c'est pourquoi la consultation publique de la CRE nous semble prématurée.

Nous accueillons favorablement le principe voulu par la loi de protéger la pérennité des activités industrielles utilisant l'énergie gaz naturel. Toutefois, pour ce qui concerne leur droit à un accès privilégié aux réseaux de transport et de distribution de gaz naturel, les options examinées à ce stade sont insuffisantes car elles ne concernent que les effets de la volatilité du spread Nord Sud sur les sites qui ne sont pas rattachés à la zone d'équilibrage GRTgaz Nord. A ce propos, dans l'attente des décrets d'application de la loi, la CRE aurait dû donner un meilleur éclairage sur les règles de commercialisation des capacités envisagées au-delà du 1er avril 2014 afin de donner de la visibilité tant aux expéditeurs qu'aux sites gazo-intensifs et faciliter les travaux du groupe de concertation gaz vers d'éventuelles dérogations consensuelles à ces règles.

En outre, depuis la délibération de la CRE du 29 mai 2013, nous savons que diverses propositions ont été faites pour améliorer le fonctionnement du marché. Toutes ces propositions, sans exclusions, doivent encore être approfondies au sein du groupe de concertation gaz.

Concernant l'option 1 :

Question 1 : Etes-vous favorable à l'option de rattachement contractuel au PEG Nord de sites gazo-intensifs situés dans le sud de la France ?

Question 2 : Avez-vous des remarques sur les modalités de mise en œuvre envisagées pour cette première option ?

Nous sommes défavorables à cette option, car elle conduirait à une perte de recettes et à des suppléments de coûts pour GRTgaz au cours de la période de validité du tarif en vigueur. De plus, sa mise en œuvre complexifierait la gestion de l'équilibrage dans les zones GRTgaz.

Par ailleurs, cette option est a priori fragile juridiquement, car elle est susceptible de créer une discrimination entre sites gazo-intensifs selon le réseau auquel ils sont rattachés (transport vs distribution) ou la zone d'équilibrage (TIGF et GRTgaz Sud vs GRTgaz Nord).

Concernant l'option 2 :

Question 3 : Etes-vous favorable à l'option d'allocation prioritaire de capacités à la liaison Nord-Sud des sites gazo-intensifs situés dans le sud de la France ?

Question 4 : Avez-vous des remarques sur les modalités de mise en œuvre envisagées pour cette seconde option ?

Les règles de commercialisation pour les capacités Nord-Sud qui ont été proposées lors de la précédente consultation publique prévoient déjà différents niveaux de priorités pour certaines catégories d'expéditeurs.

A ce stade, nous considérons totalement prématuré d'envisager cette option basée sur d'autres critères d'accès prioritaire.

A minima il faudrait préciser comment ne pas discriminer les consommateurs gazo-intensifs qui ne sont pas leurs propres expéditeurs.

Question 5 : Avez-vous d'autres suggestions ou remarques ?

En particulier, nous n'approuvons pas de lier a priori l'affermissement de capacité interruptible à une catégorie d'expéditeurs, d'autant que les acteurs de marché ne disposent pas encore d'éléments sur la disponibilité des capacités interruptibles restantes.

Nous pensons que le Groupe de Concertation gaz est la bonne instance de discussion, et sommes favorables au principe de lui confier l'examen des options envisageables, à l'horizon de la publication des textes d'application de la loi.